



N°15 - septembre 2010

Les comptes économiques de la Guadeloupe en 2009

Un repli économique sans précédent

Corinne Vaillant et Clémence Charavel, Insee, Direction Antilles-Guyane

Après avoir connu les premiers signes de crise en 2008, la Guadeloupe s'enfoncé en 2009 dans une profonde récession. Son produit intérieur brut (Pib) chute de 4,8 %¹ en monnaie constante. Pour la première fois en cinq ans, la croissance régionale passe sous la moyenne nationale, alors même que la France connaît une récession sans précédent depuis l'après guerre.

La Guadeloupe n'a donc pas été épargnée par la crise mondiale, d'autant que l'économie régionale a été perturbée par des mouvements sociaux de grande ampleur en début d'année.

Les principaux moteurs habituels de la croissance sont dans le rouge : l'investissement baisse de 12 % et la consommation des ménages de 2 %. Seule la consommation des administrations publiques continue de progresser mais à un rythme nettement inférieur à celui observé ces dernières années.

L'activité des principaux secteurs marchands se contracte. Ce repli brutal de la demande intérieure se traduit par une forte réduction des importations (- 14 %).

En 2009, le Pib guadeloupéen chute de 4,8 % en volume

Les principaux agrégats et leur évolution, en milliards d'euros courants

	2008	2009	Évolution en %		
			Volume	Prix	Valeur
Produit intérieur brut	8,4	8,2	-4,8	2,3	-2,6
Consommation des ménages	5,4	5,2	-2,3	0,1	-2,2
Consommation des administrations publiques	3,3	3,3	0,7	0,6	1,3
Investissement	1,9	1,7	-12,2	-2,2	-14,1
Imports de biens et services	2,7	2,2	-13,5	-6,6	-19,2
Exports de biens et services	0,3	0,3	15	-9,0	4,6
Dépenses de touristes	0,3	0,2	-16	2,5	-13,9

Source : Insee - Cerom - Comptes rapides

Comptes Économiques Rapides pour l'Outre-mer (CEROM)

Les comptes économiques rapides : une estimation précoce de la croissance

Produits par l'Insee, en partenariat avec l'AFD et l'IEDOM dans le cadre du projet CEROM, les comptes rapides de la Guadeloupe reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les données disponibles les plus récentes. Il ne s'agit pas de comptes définitifs et ils évoluent en même temps que l'alimentation en données du modèle.

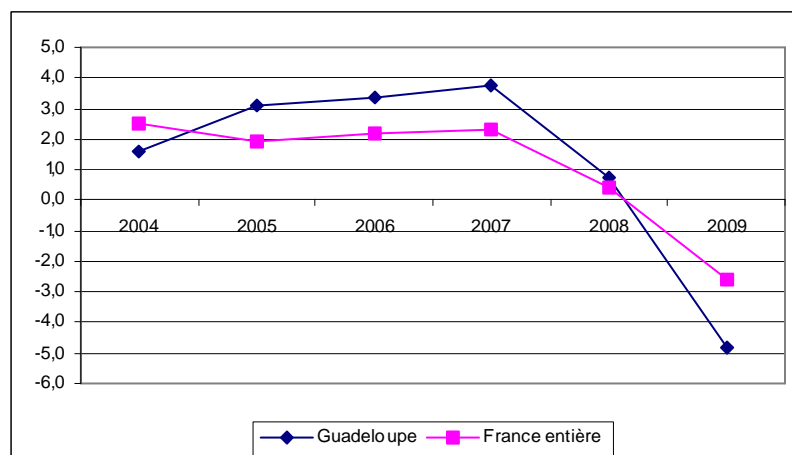
¹ Cette évolution diffère de celle qui a été diffusée en juin lors de la parution de l'Année économique et sociale 2009 en Guadeloupe (AntianEco n°73 - Insee - juin 2010) : des données obtenues depuis ont permis de produire une estimation du Pib plus précise.



L'économie de la Guadeloupe en 2009

Une récession plus profonde qu'au niveau national

Taux de croissance du PIB en volume (en %)



Source : Insee - Cerom - Comptes rapides

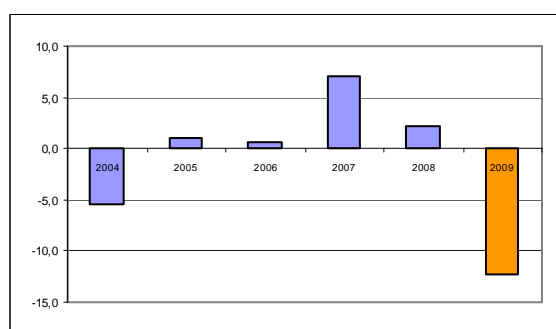
Le privé et le public investissent nettement moins

En 2009, l'investissement s'effondre par rapport à l'année précédente (-12,2 % contre +2,3 %), entraînant dans sa chute la croissance régionale. La baisse de l'investissement contribue à hauteur de 2,8 points au repli du PIB.

Tous les agents économiques sont concernés. S'agissant des entreprises, l'encours des crédits d'investissement auprès des établissements financiers régresse de 4,5 %. Parallèlement, les importations de biens d'équipement sont en repli de 15 %. Le nombre d'attestations du Consuel concernant les locaux industriels et commerciaux recule aussi de 27 % et les immatriculations de véhicules utilitaires neufs de 16 %.

Baisse de l'investissement sans précédent

Évolution de l'investissement en volume en Guadeloupe (taux de croissance en %)



Source : Insee - Cerom - Comptes rapides

La commande publique est également en retrait : les dépenses d'investissements directs baissent de 10 %. Par ailleurs, l'investissement des ménages est moins dynamique : la croissance des encours de crédits à l'habitat est divisée par deux ; elle s'élève à +5,0 % en fin d'année contre +9,8 % un an plus tôt. Les attestations de conformité électrique délivrées par le Consuel pour les logements neufs reculent de 9,5 %.

Une consommation des ménages en berne

L'économie guadeloupéenne souffre par ailleurs d'un recul de la consommation des ménages, en dépit de la stagnation des prix. Évoluant déjà faiblement depuis 2006, le volume de la consommation des ménages chute brutalement en 2009 de 2,3 %, alors qu'il se maintient en France (+0,6%). La consommation des ménages représente les deux tiers du produit intérieur brut régional. Sa régression contribue à hauteur de 1,5 point à la baisse du PIB.

Le déclin de la consommation des ménages s'explique en partie par des contraintes de revenus. Le revenu disponible brut a en effet diminué de 1,2 %. La dégradation du marché du travail a pesé sur le revenu salarial des ménages. Les inscriptions à Pôle Emploi progressent de 7 % en 2009. Pour la première fois depuis l'an 2000, la barre des 60 000 inscriptions est franchie. Fin 2009, 51 460 demandeurs d'emploi de catégorie A sont enregistrés en Guadeloupe, chiffre en hausse de 11,6 % par rapport à l'année précédente. Les hommes sont davantage concernés par cette aggravation du chômage, ce qui témoigne des difficultés de certains secteurs d'activité

L'économie de la Guadeloupe en 2009

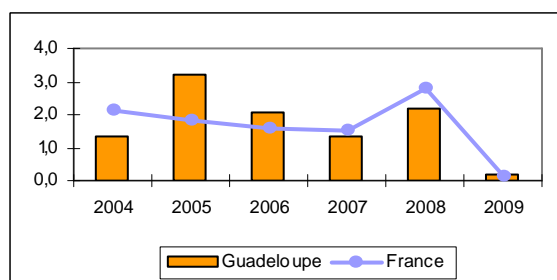
traditionnellement masculins (BTP, agriculture, etc.). Les entrepreneurs individuels souffrent également d'une diminution de leurs revenus.

La baisse de la consommation s'explique aussi par le blocage de l'économie en début d'année, suite aux mouvements sociaux. Certaines dépenses non réalisées au cours de la période n'ont pas été reportées sur les mois suivants (dépenses de carburants, etc.).

Ce repli de la consommation des ménages s'est répercuté sur les importations de biens de consommation, en baisse de 8,4 % en volume. De même, les immatriculations de véhicules de tourisme neufs reculent de 1,5 %. Dans ce contexte morose, l'évolution de l'encours des crédits à la consommation des ménages devient négative : - 1,9 % contre + 4,1 % en 2008.

Une consommation en baisse malgré une stagnation des prix

Évolution de l'indice des prix à la consommation, moyenne annuelle (en %)



Source : Insee

Avec une augmentation des prix limitée à 0,2 % en 2009, la situation était pourtant favorable aux consommateurs. Contrairement aux années précédentes, le pouvoir d'achat des ménages n'a pas été érodé par l'inflation.

Cette stagnation des prix est liée à la forte baisse du prix du carburant (- 24,2 % en moyenne annuelle). Son prix a été gelé une bonne partie de l'année, à un moment où le cours du Brent se situait à un niveau historiquement bas. Par ailleurs, les prix des produits de consommation courante n'ont plus augmenté à compter du mois d'avril, après les accords de baisse de prix sur certaines références.

La hausse de la consommation finale des administrations n'arrive pas à compenser la baisse de la demande des ménages. Elle progresse seulement de 0,7 % en volume contre 2,8 % l'année précédente. Les achats et charges externes ont été revus à la baisse et l'État a contenu ses dépenses de personnel. Seule la masse salariale des administrations publiques locales continue de progresser à un rythme soutenu.

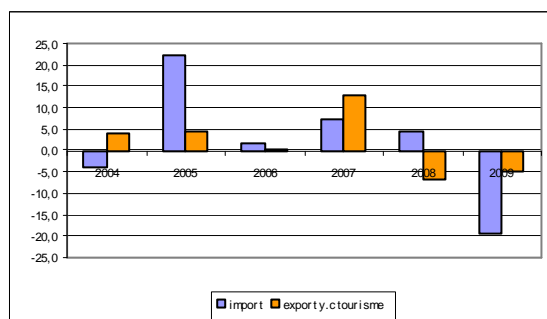
La faiblesse globale de la demande restreint les débouchés des entreprises. Elles réduisent leurs stocks, afin de limiter leurs besoins de trésorerie.

Des échanges extérieurs en diminution

Cette chute de la demande intérieure entraîne une baisse des importations de biens et services en volume (- 13,5 %). Le repli des importations est encore plus marqué en valeur : - 19,2 %. Les prix des produits importés ont en effet fortement diminué, du fait notamment de la chute des cours du pétrole. Le carburant contribue à hauteur de 40 % à la baisse des importations en valeur.

Forte baisse des importations en 2009

Taux de croissance des échanges extérieurs de la Guadeloupe en valeur (en %)



Source : Insee - Cerom - Comptes rapides

A contrario, les exportations de marchandises progressent de 15 % en volume et de 4,6 % en valeur. Leur bonne tenue tient surtout à la hausse des ventes d'énergie, constituées essentiellement de réexportations de pétrole raffiné à destination de la Guyane française.

Le déficit commercial s'est par conséquent réduit en 2009. A 1,8 milliard d'euros, il est en repli de 25 % par rapport à l'an dernier.

L'économie de la Guadeloupe en 2009

En 2009, l'activité touristique s'est par contre nettement repliée. Les mouvements sociaux qui ont marqué le début d'année, période de haute saison touristique, ainsi que le contexte économique national et international déprimé, ont pesé sur la fréquentation. Le nombre de touristes a diminué de 16 % et les hôtels ont enregistré une baisse de 27 % du nombre des nuitées. Après sa belle progression en 2008, l'activité de croisière est en léger repli : - 3,6 % de passagers contre + 26 % l'année précédente.

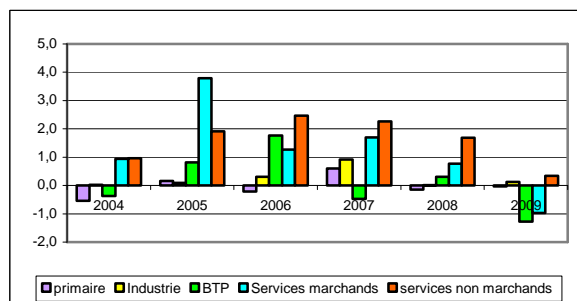
L'activité ralentit dans les secteurs marchands

Déjà confronté à un ralentissement de son activité en 2008, le BTP accuse un fort recul en 2009 : sa valeur ajoutée baisse de 10 % en volume. Le contexte social a pénalisé l'activité du secteur en début d'année et retardé de nombreux projets, retard qui n'a jamais pu être rattrapé au cours de l'année. La consommation de ciment, déjà en repli en 2008, chute de 12,8 %.

La valeur ajoutée dans les services diminue de 3,3 % par rapport à 2008. Les services marchands, notamment ceux à destination des entreprises (hors Poste et télécommunications), sont en repli de 5,9 %. Le commerce est également fortement touché, du fait du recul de la consommation des ménages : sa valeur ajoutée baisse de 9 %.

Les services marchands n'assurent plus la croissance

Contribution des branches à l'évolution de la valeur ajoutée en Guadeloupe (en %)



Source : Insee - Cerom - Comptes rapides

L'agriculture a mieux résisté à la récession (- 0,4 % en volume). Elle représente toutefois moins de 3 % de la valeur ajoutée régionale. Les exportations de bananes vers l'Europe, en particulier, repartent à la hausse, seul point positif dans un contexte économique déprimé.

Des comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie guadeloupéenne

Le modèle utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économique, de type keynésien, dit « quasi-comptable ». Il permet de projeter les comptes économiques d'une année donnée à partir d'hypothèses d'évolutions de l'offre et de la demande de biens et services. En Guadeloupe, ce modèle est construit avec 25 branches et 25 produits.

Le modèle est basé sur le TES (Tableau des Entrées-Sorties) de la Comptabilité Nationale. Ces relations comptables permettent d'assurer la cohérence du modèle en décrivant les équilibres nécessaires entre les ressources et les emplois pour chaque opération. La projection du compte se fait selon la méthode de Léontief fondée sur les interactions entre branches, et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation.

Le modèle intègre peu de relations de comportement des agents et ne peut pas être utilisé pour simuler l'impact de changements dans ces comportements.

Pour en savoir plus

- « Les comptes économiques des DOM », consultables sur www.insee.fr/guadeloupe
- « La Guadeloupe en 2009 », Rapport annuel de l'IEDOM – juin 2010 www.iedom.fr
- « L'année économique et sociale 2009 en Guadeloupe », AntianEco n°73, Insee – juin 2010